République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

BULLETIN DES PRIX

Mai 2025

INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes[1]. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le Cash Working Group (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

INDICATEURS CLÉS

Coût médian du MEB

335'807 FC

117,83 USD[2]

▼ -10 494 FC -3%

Minimum[3] : 234'967 FC

Maximum : 451'039 FC

Taux de change

Officiel

1 USD[2] = **2'850 FC**

► 0%

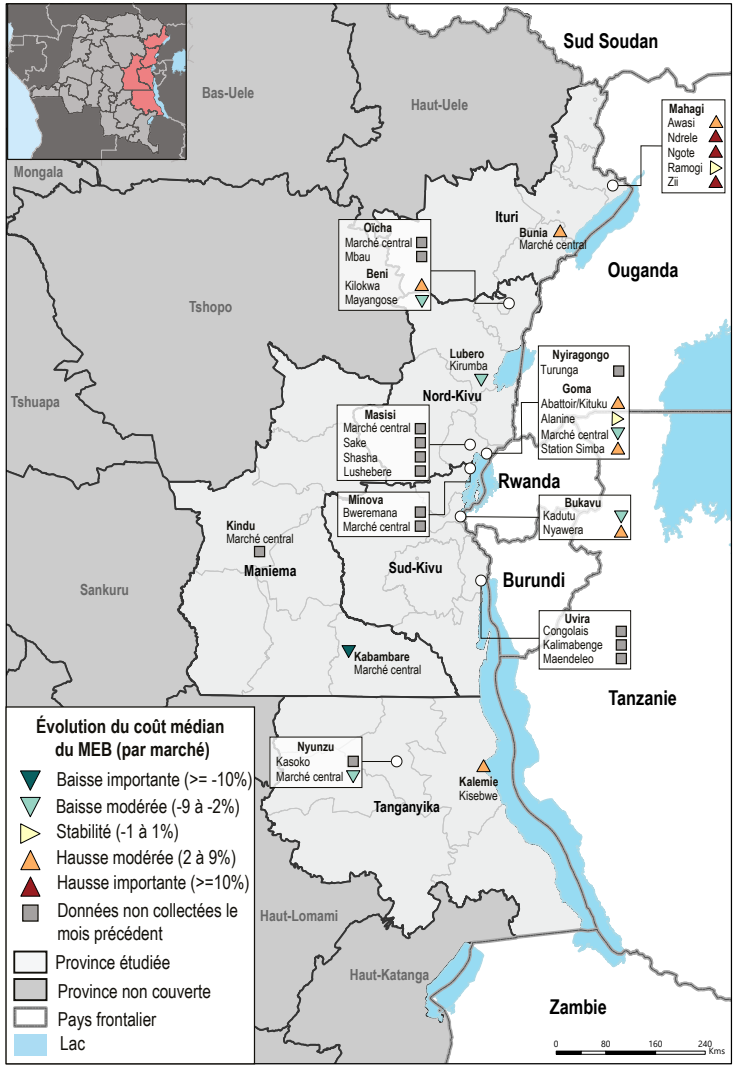
Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = **3'000 FC**

▲ +5%

10	Organisations partenaires
32	Marchés évalués
598	Commerçants enquêtés
63%	Femmes commerçantes
9	Produits évalués[5]
Du 16 au 31 mai	Dates de collecte

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



MESSAGES CLÉS

- Au mois d'avril, le coût médian du MEB calculé sur l'ensemble des marchés évalués **a baissé de 3%**, pour atteindre **335'807 francs congolais** (FC). Il s'échelonnait de **234'967 FC au marché central de Nyunzu** au Tanganyika à **451'039 FC au marché central de Bunia** en Ituri.
- Les coûts médians du MEB des **marchés Ndrele, Zii et Ngote** (territoire de Mahagi) **ont considérablement augmenté** en mai. Selon certains commerçants interrogés, **le changement de saison** aurait impacté la disponibilité des produits et les conditions de circulation, bien que des disparités existaient selon les marchés considérés.
- **Le coût médian du MEB au marché central de Bunia** restait **important et en légère hausse** au mois de mai. **L'insécurité dans les zones de production** a notamment été documentée par certains médias locaux[4] pour expliquer les hausses des prix de certains produits.
- **La fonctionnalité des marchés évalués dans le territoire de Masisi était mauvaise**. En plus d'une faible abordabilité des prix des produits notamment du fait **d'importantes difficultés financières des clients, l'accès** aux marchés était globalement limité, notamment au marché central de Masisi.

h—h H2H Network Humanitarian Action Support

UKaid from the British people

CWG RDC

REACH Informing more effective humanitarian action

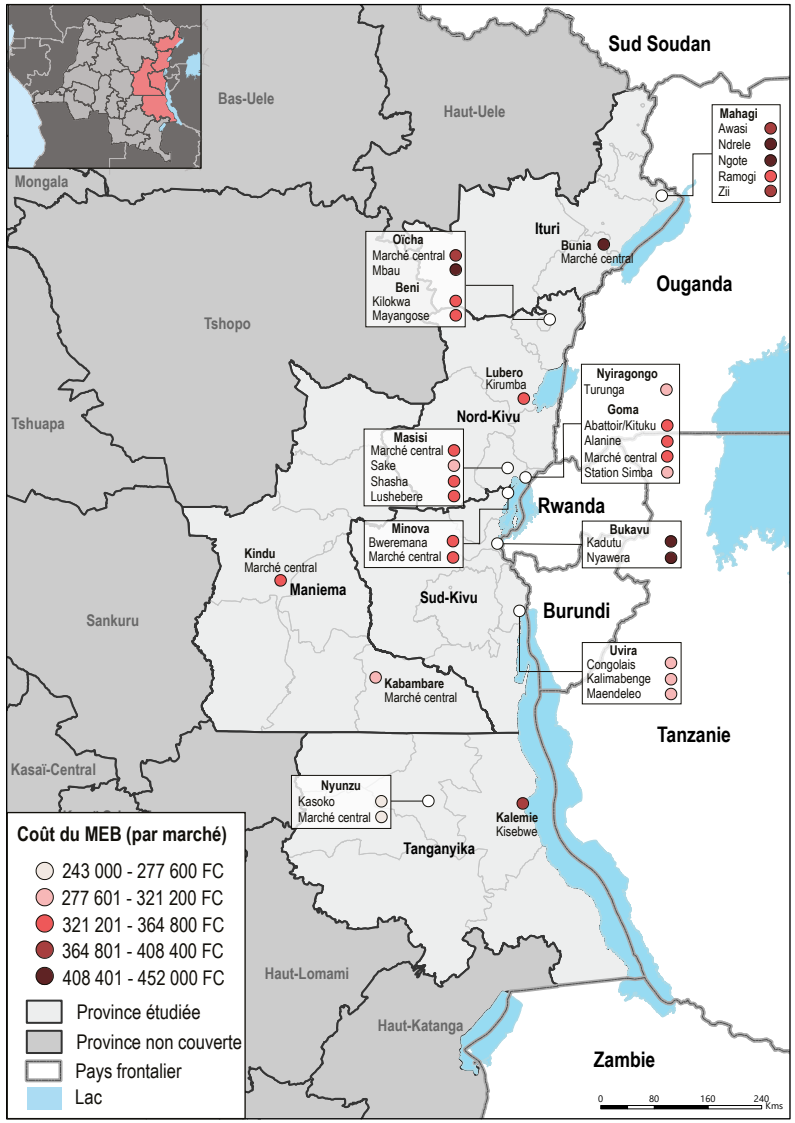
MEB[6]

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. Le panier de dépenses minimum (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans[7]) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

Articles alimentaires	Qté/ ménage/ mois
Farine de maïs	37,5 kg
Farine de manioc	37,5 kg
Haricots	27 kg
Huile	3,3 L
Sel	0,75 kg
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	**Qté/ ménage/ mois**
Savon en brique (800 g)	3 pièces
Savon lessive en poudre (50 g)	6 pièces
Bandes hygiéniques (paquet de 10)	2 pièces
Combustible (braise, charbon, bois)	10 kg
Articles ménagers essentiels (AME)[8]	**Qté/ ménage/an**
Natte deux places	2 pièces
Moustiquaire deux places	2 pièces
Bidon en plastique	2 pièces
Pagne 100% coton	1 pièce
Lampe solaire ou à pile	1 pièce

Autres dépenses[9]	Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport	70 200 FC
Éducation	Fournitures	4 875 FC
Communication	100 unités	2 000 FC
Abri	Entretien du logement	10 000 FC

Coût médian du MEB par marché



Tendances principales

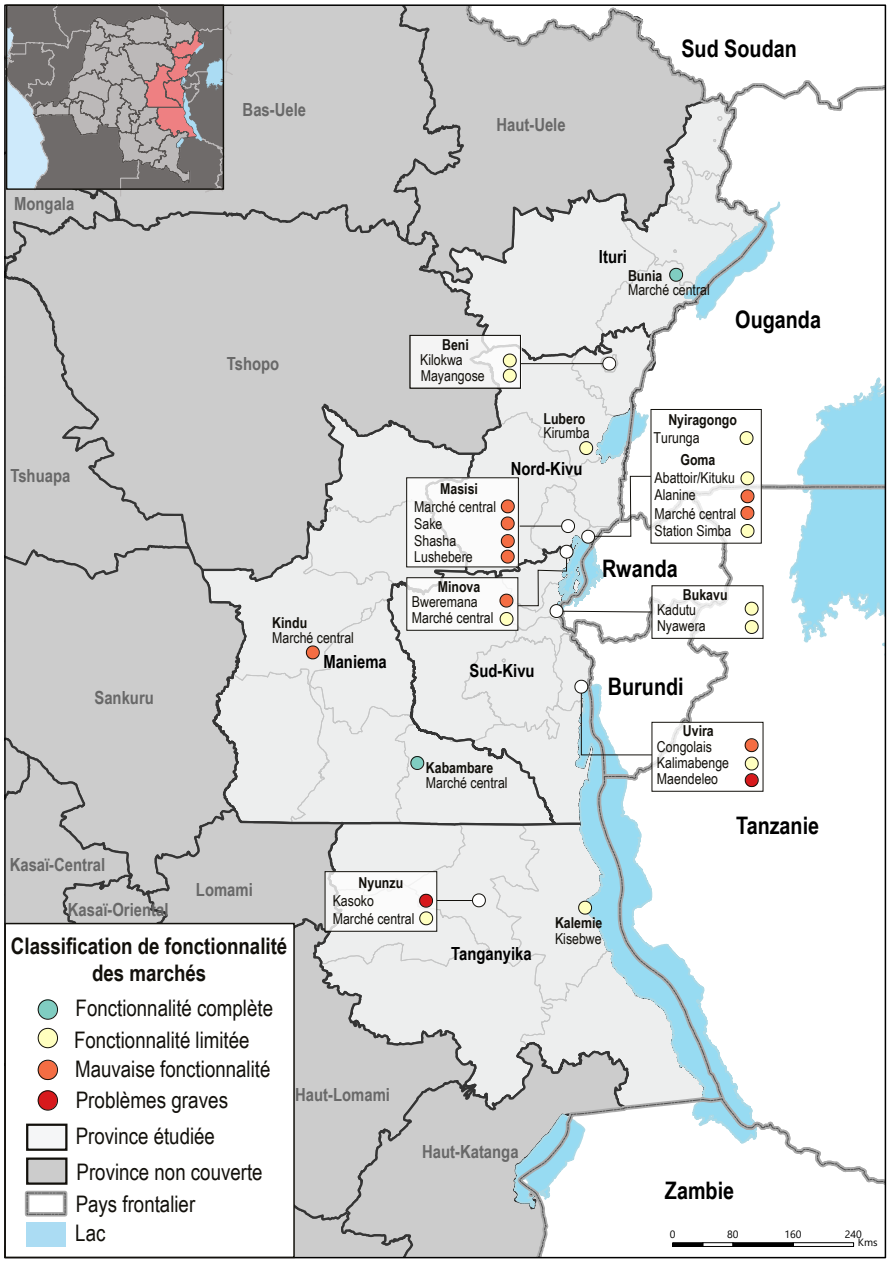
- **Coûts médians du MEB en hausse dans la majorité des marchés évalués dans le territoire de Mahagi :** Les coûts médians du MEB calculés sur les marchés évalués dans le territoire de Mahagi s'étendaient de **348'520 FC au marché Ramogi** dans la zone de santé (ZS) d'Angumu à **412'452 FC au marché Ndrele** dans la zone de santé de Logo. En mai, **les marchés de Ndrele (ZS de Logo), Ngote (ZS de Rimba) et Zii (ZS d'Angumu) ont vu leur coût médian du MEB augmenter** de respectivement 24%, 23% et 18%, alors qu'il était stable au marché Ramogi (ZS d'Angumu) et en légère hausse au marché Awasi (ZS d'Angumu). Une **hausse du coût médian du panier alimentaire** a notamment été mesurée dans ces 3 marchés, cumulée à une **hausse des coûts médians des paniers EHA et AME aux marchés Ngote et Zii**. Toutefois, au marché Ndrele, aucun commerçant interrogé vendant des produits alimentaires n'a rapporté une hausse des prix de ces articles par rapport au mois précédent, la majorité des commerçants (7/9) ayant rapporté des prix constants. Au contraire, tous les commerçants interrogés au marché Zii vendant des produits alimentaires (3) ont rapporté une hausse des prix de ces produits sur la période, qu'ils expliquaient par de **mauvaises conditions de circulation du fait du changement de saison** (3/3), mais aussi par une **hausse des prix pratiqués par les fournisseurs** (2/3) ou encore par la **baisse de la production de ces articles en raison du changement de saison culturale** (2/3). Enfin, 12/27 commerçants interrogés au marché Ngote vendant des produits alimentaires ont rapporté une hausse des prix de ces produits qu'ils attribuaient à la **baisse de la production du fait du changement de saison culturale** (8/12), ainsi qu'à **l'instabilité du taux de change** (5/12) et à la **hausse des prix appliqués par les fournisseurs** (5/12).
- **Reprise à la hausse du coût médian du MEB déjà à un niveau élevé au marché central de Bunia :** Après une forte hausse en mars (+18%), puis une légère baisse (-3%) en avril, **le coût médian du MEB calculé au marché central de Bunia a légèrement augmenté** au mois de mai (+5%), pour atteindre **451'039 FC**. Cette hausse serait notamment attribuable à **une augmentation des prix médians de la farine de maïs et des bandes hygiéniques**. La hausse des prix du maïs était également documentée par certains médias locaux et **attribuée à l'insécurité dans les zones de production** notamment situées autour de Komanda dans le territoire d'Irumu et à Djugu[10]. En outre, ces médias rapportaient également que l'insécurité avait obligé les commerçants à **se réapprovisionner en Ouganda et en Tanzanie**, les exposants à **d'importantes taxes pour acheminer ces produits**. L'Ouganda était en effet le pays de production du maïs vendu par les commerçants interrogés en mai (3/3). Toutefois, comme en avril, **les trois commerçants interrogés au marché central de Bunia ont rapporté une stabilité des prix** des articles alimentaires et EHA/combustible.
- **Baisse importante du coût médian du MEB au marché central de Kabambare :** Après une baisse de 2% en mars, puis une hausse équivalente en avril, le coût médian du MEB calculé au marché central de Kabambare **a baissé de 11%** en mai pour atteindre **284'165 FC**. Le coût médian du panier alimentaire y a diminué de 20%, avec notamment des **baisses importantes des prix médians de la farine de manioc et des haricots**. Toutefois, **la majorité des commerçants interrogés vendant des produits alimentaires ont rapporté une constance des prix** par rapport au mois d'avril (8/14).

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions[12] :

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS) :** les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS) :** les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS) :** les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et / ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés[11]

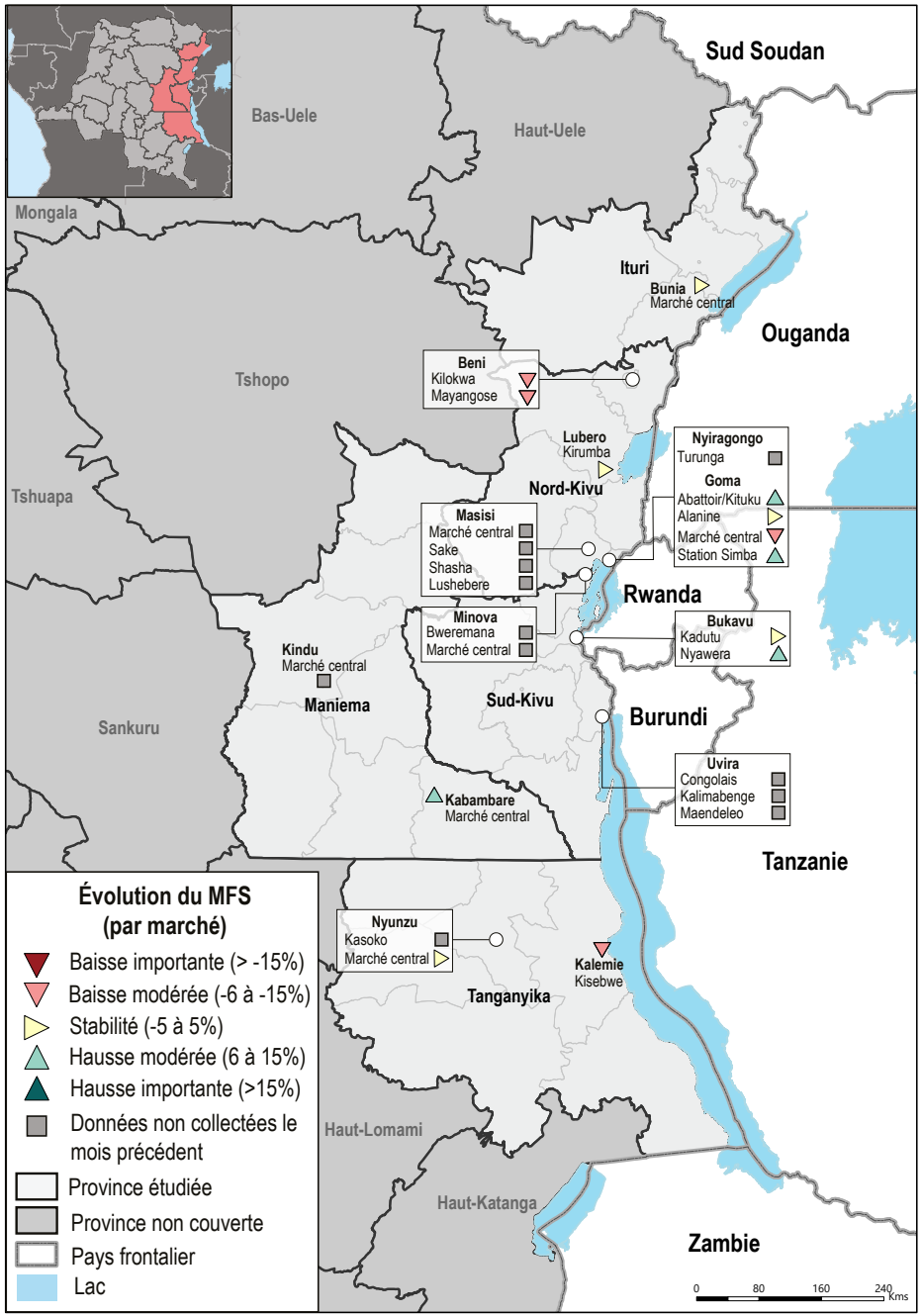


Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités[13].

Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché



Tendances principales

- **Mauvaise fonctionnalité des marchés évalués dans le territoire de Masisi :** La fonctionnalité des marchés Sake, Shasha, Lushebere et central était mauvaise en mai. **L'abordabilité des prix des produits** y était faible avec notamment **d'importantes difficultés financières des clients** rapportées par les commerçants interrogés et des **difficultés** pour ces derniers (excepté au marché Sake) **à prévoir les prix pratiqués par les fournisseurs** au cours du mois à venir du fait **de l'instabilité du taux de change**. En outre, les **marchés Lushebere, central et Sake disposaient d'une accessibilité limitée**. Concernant l'accès physique, au marché central, 30/45 commerçants interrogés ont rapporté que les **combats dans la région** avaient entravé l'accès physique au marché, ce qui était également rapporté par 6/25 commerçants interrogés dans le marché Lushebere. Pour le marché Sake, 7/29 commerçants interrogés ont mentionné que **les clients ne se sentaient pas en sécurité** avec certaines personnes sur le marché. Par ailleurs, **l'accès sécuritaire était particulièrement limité au marché central** de Masisi avec 42/45 commerçants interrogés ayant rapporté que certains facteurs d'insécurité (notamment la peur de pillages, de la violence et de vols) ont eu un impact négatif sur leur commerce et/ou leurs clients. Cette situation était également observée au marché Lushebere où 18/25 commerçants ont rapporté de tels facteurs d'insécurité, avec en premier lieu la peur de vols et de pillages. Enfin, **les infrastructures du marché Shasha étaient limitées**. En effet, bien que la **variété des modalités de paiement acceptés était faible dans l'ensemble des marchés évalués** dans le territoire, les infrastructures de stockage disponibles sur ce marché semblaient davantage limitées que dans les autres marchés évalués.
- **Détérioration de la fonctionnalité des marchés Alanine et central à Goma, stabilité aux marchés Abattoir/ Kituku et Station Simba :** La fonctionnalité des **marchés Alanine et central** est passée de **limitée à mauvaise entre avril et mai**. Si **l'abordabilité des prix des produits était déjà limitée** sur ces marchés en avril, **l'accessibilité à ces marchés aurait diminué** entre avril et mai. En particulier, certains commerçants ont rapporté que ces marchés fonctionnaient à des heures ou des jours limités. Enfin, les **marchés Abattoir/Kituku et Station Simba** disposaient d'une **fonctionnalité limitée**, notamment du fait d'une **faible abordabilité des prix des produits**. Comme pour le mois précédent, il convient de noter que **d'importantes difficultés financières des clients** ont été rapportées par les commerçants interrogés dans l'ensemble des marchés évalués.
- **Disparités de la fonctionnalité des marchés évalués dans le territoire d'Uvira : La fonctionnalité du marché Congolais d'Uvira était mauvaise** en mai, alors que le marché avait de graves problèmes de fonctionnalité en mars[14]. Comme en mars, **l'accessibilité au marché (physique et sécuritaire) et l'abordabilité des prix des produits étaient mauvaises**. En outre, les infrastructures de marché semblaient toujours limitées au niveau des **infrastructures de stockage et de paiement** (modalités acceptées). Par ailleurs, le **marché Kalimabenge** disposait d'une **fonctionnalité limitée** en mai alors que le marché avait de graves problèmes de fonctionnalité en mars. Cette amélioration pourrait notamment s'expliquer par une **amélioration de l'accès physique et routier au marché** ainsi que par une **diminution des difficultés des commerçants pour maintenir leur commerce ouvert avec suffisament de stock**, cumulée à une **meilleure capacité à se réapprovisionner**. Toutefois, **l'abordabilité des prix des produits y était toujours faible**, alors que la même tendance qu'au marché Congolais était observée au niveau des infrastructures de marché. Enfin, **le marché Maendeleo avait de graves problèmes de fonctionnalité** en mai. **L'accessibilité physique et sécuritaire** au marché était en effet réduite, **l'abordabilité des prix des produits faible** et **les infrastructures de paiement et de stockage limitées**.

RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement *(n=345)*.

des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement *(n=248)*.

3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article :
(Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

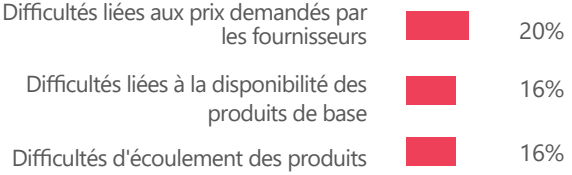
Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (N=184)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (N=137)	
1	Mauvais état des routes	42%	Instabilité du taux de change	46%
2	Coût élevé du transport	39%	Mauvais état des routes	42%
3	Instabilité du taux de change	38%	Coût élevé du transport	39%

des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré s'approvisionner auprès d'un unique fournisseur *(n=345)*.

des commerçants vendant des produits EHA ont déclaré s'approvisionner auprès d'un unique fournisseur *(n=248)*.

des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock durant le mois précédent la collecte de données *(n=551[15])*.

Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : *(Plusieurs réponses possibles, n=551[15])*



PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : *(Plusieurs réponses possibles, n=356)*

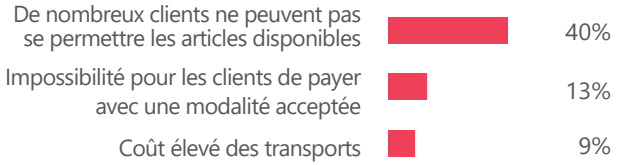
des commerçants interrogés ne pensaient pas pouvoir prédire correctement les prix de leurs fournisseurs au cours du mois suivant la collecte de données *(n=551[15])*.

des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré que les prix de ces produits ont augmenté au cours des 30 jours précédent la collecte de données *(n=345)*.

des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré que les prix de ces produits ont augmenté au cours des 30 jours précédent la collecte de données *(n=248)*.

ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données[16] : *(Plusieurs réponses possibles, n=551[15])*



des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté financière pour leurs clients durant le mois précédent la collecte de données *(n=551[15])*.

des commerçants interrogés n'ont rapporté aucun problème de sécurité ayant affecté l'accessibilité au marché au cours du mois précédent la collecte de données *(n=551[15])*.

h——h H2H Network Humanitarian Action Support
UKaid from the British people
CWG RDC
REACH Informing more effective humanitarian action

Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 7. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les termes de référence de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorisés ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorisés. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée[17].

À partir d'avril 2025, une révision de la méthodologie d'imputation en cas d'articles non-évalués sur un marché a été réalisée. Auparavant, lorsqu'un article n'avait pas été évalué sur un marché, le prix manquant était remplacé par le prix médian de cet article calculé sur l'ensemble des marchés évalués. Toutefois, des marchés plus proches géographiquement sont plus à même de connaitre des situations similaires. Ainsi, le prix manquant pour un article est désormais remplacé par la médiane calculée au niveau administratif le plus proche (la zone de santé si cet article a été évalué dans un autre marché de la zone, au cas contraire le territoire, etc)[18].

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page 7.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

Partenaires de l'initiative :

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

NOTES DE FIN

1 OCHA, février 2025, République démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2025 (février 2025).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la Banque centrale du Congo. Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

4 Voir Ecomine.cd, 11 juin 2025, Bunia : Le prix du maïs flambe au marché central, la faute à l'insécurité rurale.

Ainsi que ACP, 10 juin 2025, Ituri : une flambée de prix du maïs observée au marché central de Bunia.

5 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix des AME considérés pour les marchés non-évalués par le consortium d'EAST sont ceux d'avril 2025.

7 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateurs multiples MICS-RDC-2018.

8 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

9 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du MEB national harmonisé.

10 Voir note 4.

11 Au mois de mai, un problème de questionnaire a été observé pour les marchés évalués de Mahagi et d'Oicha sur les questions ayant trait à la fonctionnalité des marchés. Les réponses ayant été insuffisantes sur ces questions, il a été décidé de ne pas calculer le MFS pour ces marchés pour ce mois.

12 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% du score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

13 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

14 Aucun marché d'Uvira n'a été évalué en avril.

15 Ce mois, un problème de questionnaire a été observé pour les marchés évalués de Mahagi et d'Oicha. Certaines questions en lien avec la fonctionnaité des marchés n'ont pas été posées à plusieurs commerçants interrogés. Pour ces questions, 551 commerçants ont répondu sur 581 commerçants interrogés au total.

16 Les réponses "Je ne préfère pas répondre" ne sont pas présentées.

17 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché - quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

18 Il convient de noter que le changement de méthode d'imputation n'a entrainé que des changements mineurs dans les coûts calculés lors des analyses précédentes. Ces analyses restent donc pertinentes.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le Cash Working Group, ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Mai 2025	Base de données	
Avril 2025	Fiche d'information	Base de données
Mars 2025	Fiche d'information	Base de données
Evaluation rapide des marchés - Rutshuru	Fiche d'information	
Evaluation rapide des marchés - Nyiragongo	Fiche d'information	
Février 2025	Fiche d'information	Base de données
Janvier 2025	Fiche d'information	Base de données

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM ici.

h——h H2H Network Humanitarian Action Support
UKaid from the British people
CWG RDC
REACH Informing more effective humanitarian action